

L'école est finie, par Jacques Julliard

Lundi 11 Février 2013 à 05:00 |
Jacques Julliard - Marianne

**Notes et réflexions sur l'école telle qu'elle fut et telle qu'elle est aujourd'hui,
sur un modèle en voie de disparition.**



GILE MICHEL/SIPA

Vie scolaire

On ne saurait trop le répéter : depuis Jules Ferry, l'école a beaucoup changé.

Jadis, quand le professeur punissait un élève, le père doublait la mise. Aujourd'hui, il vient casser la gueule au professeur.

En France, la bataille entre disciplines porte sur le nombre d'heures attribué à chacune. Mais jamais sur la capacité de l'élève à encaisser ces heures de cours. Essayez donc vous-même d'étudier dans une matinée une heure de littérature, une heure de mathématiques, une heure d'histoire, avec en intermède un jogging sudatoire dans les rues de la ville : démentiel.

Contrairement à ce que l'on croit, mieux vaudrait faire chaque semaine une heure de cours particulier à 25 élèves pris séparément qu'un cours général de 25 heures à 25 élèves pris en bloc : le rendement serait bien supérieur. L'école actuelle est un moteur à rendementridiculement faible.

On ferait déjà un grand pas en avant si l'on admettait qu'un cerveau adulte ne saurait se concentrer sérieusement plus de deux heures par jour. Et si l'on voulait bien convenir que la capacité de concentration d'un enfant est inférieure de moitié à celle de l'adulte.

Rythmes scolaires

Il a fallu un quart d'heure à Xavier Darcos, ministre de l'Education nationale sous Sarkozy, pour supprimer une demi-journée de classe hebdomadaire dans le primaire.

Aujourd'hui, selon les experts, il faudra au moins deux ans pour la rétablir.

Sans parler des syndicats, qui estiment que c'est impossible.

D'ailleurs, Vincent Peillon en a fait l'expérience. Il ne lui a fallu qu'un quart d'heure pour étendre à deux semaines les vacances de la Toussaint.

Mais rien ne dit que, dans deux ans, il aura réussi à rétablir la fameuse demi-journée. Expliquer ce mystère en dirait long sur la réalité de l'école d'aujourd'hui et sur le rôle des divers lobbies.

En France, plus que partout ailleurs, l'école relève du sacré. Mais en France, plus que partout ailleurs, ce sont les hôteliers qui y font la loi.

Notations

Hier, la République a donné aux Français l'école pour tous. Aujourd'hui, la démocratie réclame de bonnes notes pour chacun.

Ici, deux doctrines pédagogiques s'affrontent. Les uns sont pour accorder de bonnes notes à tous les élèves. Les autres pensent qu'il vaudrait mieux supprimer les notes. Et, moi, je pense qu'il serait préférable de supprimer les pédagogues.

Violence

L'essence de l'éducation est de bannir la violence et les rapports de force au profit de la raison et du savoir. Dans une bataille rangée avec ses élèves, le professeur aura nécessairement le dessous.

Faute de pouvoir bannir la violence, on réclame donc la diminution du nombre d'élèves par classe. C'est la politique du moindre mal. Allez, les profs !

Le problème ne sera résolu à la longue que par le rétablissement de l'égalité entre maîtres et élèves : un prof, un élève. C'est le système du préceptorat, qui avait la préférence de Rousseau, ce grand démocrate, ce génial pédagogue.

Sélection scolaire

La plupart des Français sont hostiles à la sélection. Mais la plupart des Français poussent leurs enfants dans des filières sélectives.

Devant ces difficultés, les uns voudraient supprimer radicalement toute sélection. Les autres, plus habiles, réclament le droit de tous à être sélectionnés.

Un grand ministre de l'Education, Jean-Pierre Chevènement, avait décidé qu'il fallait mettre 80 % des élèves au niveau du baccalauréat. Faute d'y parvenir, on a mis le baccalauréat au niveau de 80 % des élèves.

La plupart des dirigeants de la gauche défendent ardemment l'école publique. Mais, chaque fois qu'ils en ont les moyens, ils placent leurs enfants dans le privé.

Les préparations aux grandes écoles, bénéficiant d'une sélection intellectuelle et aussi sociale, sont, après le bac, le système qui donne les meilleurs résultats. De bons esprits, férus d'égalité, en concluent qu'il faut supprimer les prépas.

Sélection sociale

La culture générale, de l'avis du monde entier, est le dernier fleuron de l'esprit français. Mais, comme les jeunes bourgeois y ont de meilleurs résultats que les jeunes prolos, on a décidé de supprimer la culture générale de quelques-uns de nos concours.

A l'autre bout du spectre, il en va de même pour l'orthographe, elle aussi très discriminatoire. Désormais, on n'enseignera plus que les disciplines où les élèves ont le même niveau de départ. Et qu'importe le niveau d'arrivée !

Dans le même esprit de respect pour l'égalité, il est prévu de supprimer le travail à la maison, et les devoirs, de crainte que les privilégiés n'en profitent pour accroître leur avance. Mieux vaut une bienheureuse ignorance pour tous qu'un progrès inégal vers le savoir.

Parents d'élèves

En matière de pédagogie, l'existence des parents d'élèves est un obstacle insurmontable. Du reste, l'affaissement du système scolaire français est concomitant avec la montée des parents dans ce système, ou plutôt de leurs associations. Kant voyait en eux, avec l'Etat, l'un des deux ennemis de tout enseignement.

Pourquoi ? Parce que l'acte éducatif repose sur le colloque singulier entre le maître et le disciple. L'intervention d'une tierce personne détruit ce lien de confiance et de communication. Voir de communion. Il faudrait donc supprimer les parents d'élèves. C'est malheureusement impossible, la France ayant évolué récemment de la démocratie à la parentocratie.

Parents, au moins, ne harcelez pas vos enfants. C'est saint Paul en personne qui vous le recommande : «Pères, n'agacez pas vos enfants» (Ephésiens, 6,4). Surtout ne leur demandez jamais ce qu'ils ont fait à l'école. Après tout, ils ont droit à une vie personnelle. Vous êtes leurs parents chéris, pas leurs commissaires politiques.

Pour que l'école soit chère aux élèves, il faut qu'elle redevienne pour les enfants une parenthèse de liberté et d'épanouissement, à l'écart de l'enfer parental.

Si l'école, telle qu'elle est aujourd'hui, n'existe pas, on ne l'inventerait plus, c'est une certitude.

Oui, mais qui garderait les enfants ?

Fonction sociale de l'école

L'école a une fonction patente d'éducation et une fonction latente de régulation de l'ordre social. Sa montée n'est pas seulement concomitante du système industriel ; elle a accompagné l'affirmation d'un âge de la vie que l'Antiquité et le Moyen Age n'ont guère connu : l'adolescence. Ce n'est pas pour rien que l'inventeur de l'adolescence est aussi un théoricien de la pédagogie : Jean-Jacques Rousseau, bien sûr.

Dès que l'adolescence, ce sas entre l'enfance et l'âge adulte, s'est affirmée, la question s'est posée : que faire des adolescents ? Aujourd'hui, on se passerait plus facilement de l'école comme système d'éducation que de l'école comme système d'encadrement des «jeunes».

Car les jeunes n'ont pas de place définie dans la société moderne. C'est pourquoi ils sont perçus comme un facteur de désordre, et même comme une menace, dès lors qu'ils sont organisés en cohortes autonomes. Je renvoie ici au remarquable *Journal de la guerre au cochon* (1964) d'Adolfo Bioy Casares, l'ami de Borges.

Car la société industrielle est organisée selon des normes très contraignantes, auxquelles nul n'est censé échapper : les jeunes à l'école, les adultes aux champs, à l'usine ou au bureau, les vieillards à l'asile. Au regard des sociétés traditionnelles, fondées sur la cohabitation des divers âges de la vie, tout est calculé pour que les trois cohortes ne se rencontrent jamais, sauf aux fêtes de Noël et aux enterrements. Voyez la conception des appartements «modernes», qui rend impossible la coexistence des trois générations.

Dans la société industrielle, le pouvoir appartient exclusivement aux adultes. Les enfants sont livrés à eux-mêmes, et les vieillards sont jetés au rebut. Voilà pourquoi il y a tant de désespoir dans une société qui est matériellement la plus prospère qu'aït connue l'humanité. Il est probable que les sociétés postindustrielles aboliront cet apartheid des générations.

Avenir de l'école

A long terme, elle n'en a pas. Ne demeureront sans doute dans l'avenir que des lieux d'apprentissage de la lecture pour les petits, ainsi que des institutions spécialisées d'enseignement supérieur et de recherche.

Comme les grands reptiles de l'ère secondaire, elle pérrira de son gigantisme. L'enseignement secondaire, le bien nommé, est en train de disparaître sous nos yeux aveuglés : soit que la société le renie (la culture générale), soit qu'elle y pourvoit autrement (Internet), soit qu'elle lui assigne des tâches impossibles (le remplacement de l'autorité parentale ; l'établissement de l'égalité dans une société inégalitaire).

L'expansion indéfinie du système scolaire fait penser à ces municipalités qui, il y a un demi-siècle, multipliaient les bains-douches municipaux alors que tous les logements construits comportaient une salle de bains. Ou qui, aujourd'hui, installent à grands frais des médiathèques quand chacun a accès à Internet à la maison.

L'école avait été pensée dans une société de rareté du savoir, en tout cas de rareté des moyens d'accès à celui-ci. L'autorité du maître était en partie fondée sur son monopole. Il n'en va plus de même aujourd'hui.

Il en va donc de l'apprentissage des connaissances comme d'une partie croissante du travail de bureau : il se fera de plus en plus à la maison. Une fois par semaine, l'élève aura un rendez-vous d'une heure avec son maître pour que son travail soit vérifié et qu'un programme soit fixé pour les jours à venir.

L'obligation scolaire que les fondateurs de la IIIe République avaient conçue comme une émancipation de l'enfant est aujourd'hui vécue par lui comme une contrainte insupportable. Il y échappe par l'absentéisme chronique ou par l'évasion mentale. Un tel système est à terme condamné. Demeurera la notion d'un service public gratuit, à la demande. Rien n'interdit d'imaginer alors le retour à des «écoles», sur le modèle du Moyen Age, ou des «lycées» sur celui de l'Antiquité, fondés sur le volontariat.